

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol sur la commune sont les suivantes :

Intitulé	Textes institutifs	Nature et localisation de la servitude
<p>A4</p> <p>CONSERVATION DES EAUX</p> <p>Servitudes de libre-passage</p>	<p>Décret n° 59-96 du 7 janvier 1959.</p> <p>Code de l'environnement : articles L. 211-7, L. 215-4 et L. 215-5.</p> <p>Code rural : articles L. 151-37-1.</p> <p>Loi 2006-1772 du 30 décembre 2006.</p> <p>Loi 2010-788 du 12 juillet 2010.</p>	<p>NATURE : Servitude de libre passage des agents et des engins mécaniques le long des cours d'eau pour l'exécution des travaux ainsi que l'exploitation et l'entretien des ouvrages.</p> <p>LOCALISATION et DATE D'ETABLISSEMENT : ruisseau Le Piron, arrêté préfectoral DDA n° 73-338 du 28 novembre 1973.</p> <p>SERVICE RESPONSABLE : Direction départementale des Territoires – Cité administrative - 49047 ANGERS CEDEX.</p>
<p>AC1</p> <p>MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS ET INSCRITS</p> <p>Servitudes de protection des monuments historiques</p>	<p>Code du patrimoine (livre VI) du 20 février 2004 (incluant, entre autres, la loi du 31 décembre 1913),</p> <p>Ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005.</p> <p>Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007.</p>	<p>NATURE : Obligation pour tout propriétaire de biens de solliciter l'accord préalable du service responsable pour toute restauration, travaux, destruction, modification ou changement d'affectation.</p> <p>LOCALISATION et DATE D'ETABLISSEMENT : Périmètre de protection de 500 mètres autour des monuments historiques classés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Église de Cheffes, classée le 19 avril 1974 ; - Château du Plessis-Bourré, classé les 1er juin 1931 et 21 mai 1957 (situé sur Écuillé). <p>SERVICE RESPONSABLE : Direction régionale des affaires culturelles - Service territorial de l'architecture et du patrimoine - 10bis, rue du Canal / 18, rue du Cornet - 49100 ANGERS.</p>
<p>PM1</p> <p>DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS</p> <p>Plan de prévention des risques naturels inondation</p>	<p>Loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012.</p> <p>Code de l'Environnement : articles L. 562-1 et L. 562-6.</p>	<p>LOCALISATION : Zones inondables de La Sarthe</p> <p>DATE D'ETABLISSEMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations liées aux crues de la Sarthe, approuvé par arrêté préfectoral D3-2006 n° 212 en date du 20 avril 2006.

		SERVICE RESPONSABLE : Direction départementale des Territoires – Service urbanisme, aménagement, risques - Cité administrative - 49047 ANGERS CEDEX 01.
<p>EL3</p> <p>NAVIGATION INTÉRIEURE</p> <p>Servitudes de halage et de marchepied</p>	<p>Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006. Ordonnance n° 2006-460 du 22 avril 2006. Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure : articles 15, 16, 28. Code rural : article 424 (devenu article L. 2131-2 du Code général de la propriété des personnes publiques).</p>	<p>NATURE : Obligation pour tout propriétaire de laisser le terrain libre à la circulation.</p> <p>Rivières navigables : du côté du chemin de halage (côté écluse) : - ni plantation d'arbre, ni clôture par haies ou autrement à moins de 9,75 m. de la rivière, - espace libre de 7,80 m. à maintenir à l'usage du service de la navigation, de l'autre côté : - espace libre de 3,25 m. à maintenir à l'usage du service de la navigation, de chaque côté : - espace libre de 3,25 m. à l'usage des pêcheurs.</p> <p>LOCALISATION : Rivière La Sarthe. DATE D'ETABLISSEMENT : arrêté de transfert du 26 décembre 2007.</p> <p>SERVICE RESPONSABLE : Conseil départemental de Maine-et-Loire – Direction de l'aménagement local – Hôtel du Département – Place Michel Debré – BP 94104 – 49941 ANGERS CEDEX 9.</p>
<p>I4</p> <p>ÉLECTRICITÉ</p> <p>Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques</p>	<p>Loi du 15 juin 1906 (articles 12 et 12 bis) modifiée. Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié par décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.</p>	<p>NATURE : Servitudes d'ancrage, d'appui, d'abattage et d'élagage d'arbres, de libre passage.</p> <p>LOCALISATION : Lignes HTA (cf. plans joints).</p> <p>SERVICE RESPONSABLE : Électricité réseau distribution de France – Direction territoriale Anjou - 25, Quai Félix Faure - 49008 ANGERS CEDEX 01.</p>

<p>T7</p> <p>RELATIONS AÉRIENNES (Installations particulières)</p> <p>Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.</p>	<p>Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011. Arrêté et circulaire du 25 juillet 1990. Code de l'aviation civile : art. R.244-1, D.244-1 à D.244-4.</p>	<p>NATURE : Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.</p> <p>LOCALISATION : Applicable sur tout le territoire national.</p> <p>SERVICE RESPONSABLE : Direction générale de l'aviation civile - DSAC/Ouest – Délégation Pays de la Loire - Aéroport de Nantes Atlantique – BP 4309 - 44343 BOUGUENNAIS CEDEX.</p>
---	---	--

REPERES GEODESIQUES

L'établissement des points géodésiques fait l'objet d'une servitude de droit public. À ce titre, aucun élément constituant ces points ne peut être modifié, détérioré ou déplacé.

Sur le territoire de la commune sont implantés une borne géodésique ainsi que des repères de nivellement.

Une borne géodésique est un repère permanent marquant très exactement l'emplacement d'un point géodésique dont on connaît précisément la longitude, la latitude et l'altitude.

Tout éventuel déplacement d'une de ces bornes qui serait rendu nécessaire pour la mise en oeuvre d'un projet ne pourrait s'envisager qu'à la condition d'avoir reçu l'autorisation préalable de l'institut géographique national (IGN – service de géodésie et de nivellement).